

b) Des revendications pour les catégories d'ouvriers, sauf modifications des méthodes et conditions de travail ne seront pas posées.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 août 2007.

Le Ministre de l'Emploi,  
P. VANVELTHOVEN

b) Er mogen voor de werklidencategorieën geen eisen worden gesteld, behoudens wijzigingen van de arbeidsmethodes en -voorwaarden.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 augustus 2007.

De Minister van Werk,  
P. VANVELTHOVEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

F. 2007 — 3808

[C — 2007/23313]

31 AOUT 2007. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 mars 2007 pris en exécution du Chapitre 8, du Titre IV, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objectif d'apporter des modifications à l'arrêté royal du 20 mars 2007 pris en exécution du Chapitre 8 du Titre IV de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 instaurant une déclaration préalable pour les travailleurs salariés et indépendants détachés.

Selon les dispositions de ce chapitre, il appartient au Roi d'exclure certaines catégories de travailleurs salariés, de travailleurs indépendants et de stagiaires du champ d'application, compte tenu de la courte durée de leur séjour en Belgique ou de la nature de leur activité. L'arrêté royal du 20 mars 2007 a défini une série de catégories qui pouvaient être exemptées de l'obligation de déclaration sur cette base. Les premières expériences dans la pratique ont démontré que certaines exemptions ne tenaient pas assez compte de la réalité de terrain et devait être adaptées d'urgence. Tel est l'objectif des articles 1<sup>er</sup> et 2 du présent arrêté.

L'article 3 du présent arrêté corrige une erreur matérielle dans le texte de l'article 5 de l'arrêté royal du 20 mars 2007.

Commentaires des articles

Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup>, 4° de l'arrêté royal du 20 mars 2007 prévoit l'exemption pour les travailleurs salariés qui viennent en Belgique pour assister à des congrès scientifiques. Cette exemption est limitée à 5 jours de séjour nécessaires pour ces congrès, par mois civil. Il est apparu dans la pratique que cette limitation dans le temps a un effet inverse : elle a un impact très dissuasif sur la participation à des congrès et l'organisation de ceux-ci en Belgique, ce qui ne peut évidemment pas être l'objectif de l'obligation de déclaration. Ceci est apparu des nombreuses réactions que nous avons reçues de l'étranger et des réactions du secteur hôtelier belge, qui se trouve soudain confronté à un grand nombre d'annulations de réservations par des personnes étrangères en voyage d'affaires. Cet article doit donc être adapté d'urgence.

Etant donné que la définition de l'exemption offre déjà en tant que telle des garanties suffisantes contre une utilisation impropre («congrès scientifiques»), la limitation dans le temps est totalement supprimée et l'exemption est valable pour toute la durée de présence en Belgique pendant la participation au congrès.

Etant donné que le simple fait d'assister à des congrès n'implique aucune forme de «production économique», mais uniquement l'acquisition ou l'échange de connaissances, la suppression totale de la disposition temporelle est justifiée dans le cadre des objectifs de l'obligation de déclaration Limosa.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

N. 2007 — 3808

[C — 2007/23313]

31 AUGUSTUS 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 maart 2007 tot uitvoering van het Hoofdstuk 8, van Titel IV, van de programmawet (I) van 27 december 2006

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij ter ondertekening aan Uwe Majesteit voorleggen heeft tot doel wijzigingen aan te brengen in het koninklijk besluit van 20 maart 2007, genomen in uitvoering van Hoofdstuk 8 van Titel IV van de programmawet (I) van 27 december 2006 die een voorafgaande meldingsplicht voor gedetacheerde werknemers en zelfstandigen invoert.

Volgens de bepalingen van dit hoofdstuk komt het aan de Koning toe om bepaalde categorieën van werknemers, zelfstandigen en stagiairs uit te sluiten van het toepassingsgebied, rekening houdend met de korte duur van hun verblijf in België of de aard van hun activiteit. Het koninklijk besluit van 20 maart 2007 heeft een aantal categorieën omschreven die op deze basis vrijgesteld zijn van de meldingsplicht. Uit de eerste ervaringen in de praktijk is gebleken dat bepaalde vrijstellingen onvoldoende afgestemd zijn op de realiteit op het terrein en dringend moeten aangepast worden. Dit is het doel van de artikelen 1 en 2 van het huidige besluit.

Artikel 3 van het huidige besluit corrigeert een materiële fout in de tekst van het artikel 5 van het koninklijk besluit van 20 maart 2007.

Artikelsbespreking

Artikel 1

Artikel 1, 4° van het koninklijk besluit van 20 maart 2007 bepaalt de vrijstelling voor werknemers die naar België komen voor het bijwonen van wetenschappelijke congressen. Deze vrijstelling is beperkt tot 5 dagen verblijf, nodig voor deze congressen, per kalendermaand. Uit de praktijk is gebleken dat deze tijdsbeperking een averechts effect heeft : ze heeft een zeer ontrudend effect op het bijwonen en organiseren van congressen in België, wat uiteraard niet de bedoeling van de meldingsplicht is. Dit blijkt uit de vele reacties die wij uit het buitenland ontvangen hebben en uit reacties van de Belgische hotelsector, die zich plots geconfronteerd ziet met een groot aantal annulaties van reservaties door buitenlandse zakenreizigers. Dit maakt een aanpassing van dit artikel bij hoogdringendheid noodzakelijk.

Aangezien de omschrijving van de vrijstelling op zich reeds voldoende garanties biedt tegen mogelijk oneigenlijk gebruik («wetenschappelijke congressen»), wordt de tijdsbeperking geheel opgeheven en geldt de vrijstelling voor de ganse duur van de aanwezigheid in België tijdens het bijwonen van het congres.

Aangezien het louter bijwonen van congressen geen enkele vorm van «economische productie» impliceert maar enkel kennisverwerving of -uitwisseling, is het volledig opheffen van de tijdsbepaling verantwoord in het kader van de doelstellingen van de Limosa meldingsplicht.

L'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> prévoit une extension pour les travailleurs salariés qui viennent en Belgique pour assister à des réunions en cercle restreint. Cette exemption est limitée à 5 jours de séjour nécessaires pour assister à ces réunions, par mois civil.

Les mêmes problèmes et considérations qui justifient l'adaptation dans le point ci-dessus sont également applicables en l'espèce.

Cet article maintient une limitation dans le temps, mais beaucoup plus large : la présence à des réunions en cercle restreint ne peut dépasser 60 jours par année civile, toutes périodes additionnées. Cette définition large permet de participer facilement à des réunions de ce type (négociations, réunions stratégiques, ...). Toutefois, lorsque la présence en Belgique dure plus de 60 jours d'activités par année civile, l'obligation de déclaration est justifiée et proportionnelle, étant donné qu'il s'agit ici d'une activité effectuée de manière structurelle en Belgique. S'il ne s'agit pas d'une courte mission mais d'une période plus étendue de plus de 20 jours calendriers consécutifs, l'obligation de déclaration est justifiée. Les jours de voyage ou les jours pour faire du tourisme, préalable ou suivant la fin de la réunion, ne sont pas pris en considération.

#### Art. 2.

L'article 2, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> est l'équivalent de l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 20 mars 2007, mais cette fois pour les activités indépendantes. Ces points sont donc modifiés par analogie.

#### Art. 3.

L'article 5 de l'arrêté royal du 20 mars 2007 instaure la possibilité d'effectuer une déclaration simplifiée (pas de mention du client belge, du lieu d'occupation et de l'horaire) lorsqu'une activité est exercée en partie en Belgique et en partie dans un ou plusieurs autres pays.

La suppression des mots «et qui ne résident pas en Belgique» a pour but de corriger une erreur matérielle. Cette partie de phase avait du sens lors de la rédaction initiale de l'article, mais n'a plus sa place dans le libellé actuel article. L'application de la limitation «et qui ne résident pas en Belgique» implique notamment que, par exemple une firme française qui occupe régulièrement un travailleur salarié en Belgique et en France peut effectuer la déclaration simplifiée, lorsque la personne réside en France, et ne peut le faire lorsque la personne réside en Belgique, ce qui n'a évidemment aucun sens.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Emploi,  
P. VANVELTHOVEN

La Ministre des Classes Moyennes,  
Mme S. LARUELLE

Le Ministre des Affaires sociales,  
D. DONFUT

31 AOÛT 2007. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 mars 2007 pris en exécution du Chapitre 8, du Titre IV, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, notamment les articles 138, 139, et 153;

Vu l'arrêté royal du 20 mars 2007 pris en exécution du Chapitre 8 du Titre IV de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, 2, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> et 5;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 13 juillet 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2007;

Vu la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 110;

Artikel 1, 5<sup>o</sup> bepaalt de vrijstelling voor werknemers die naar België komen voor het bijwonen van vergaderingen in beperkte kring. Deze vrijstelling is beperkt tot 5 dagen verblijf, nodig voor deze vergaderingen, per kalendermaand.

Dezelfde problemen en overwegingen die aan de basis liggen van de aanpassing in hogervermeld punt, zijn hier eveneens van toepassing.

Bij dit artikel wordt wel een beperking in de tijd gehandhaafd, maar dan van een veel ruimere aard: mits de aanwezigheid op de vergaderingen in beperkte kring niet meer dan 60 dagen per kalenderjaar, alle periodes samengeteld, bedraagt. Deze ruime omschrijving laat toe op een vlotte manier deel te nemen aan dergelijke vergaderingen (onderhandelingen, strategische vergaderingen, ...). Wanneer de aanwezigheid in België echter een omvang van meer dan 60 activiteitsdagen per kalenderjaar aanneemt, is de verplichting tot melden gerechtvaardigd en proportioneel, aangezien het hier om een activiteit gaat die structureel in België plaatsgrijpt. Wanneer het niet gaat om een korte opdracht maar een langere aaneengesloten periode van meer dan 20 opeenvolgende kalenderdagen, is de verplichting tot melden gerechtvaardigd. De reisdagen of dagen voor toerisme voorafgaand en aansluitend op het einde van de vergadering worden hierbij niet in rekening gebracht.

#### Artikel 2

Artikel 2, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> zijn de tegenhangers van artikel 1, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup> van het koninklijk besluit van 20 maart 2007, maar dan voor zelfstandige activiteiten. Deze punten worden dus op een analoge manier gewijzigd.

#### Artikel 3

Artikel 5 van het koninklijk besluit van 20 maart 2007 voert de mogelijkheid in om een vereenvoudigde melding te verrichten (geen opgave van Belgische klant, tewerkstellingsplaats en uurrooster) wanneer een activiteit gedeeltelijk in België en gedeeltelijk in een of meerdere andere landen uitgeoefend wordt.

Het doel van het schrappen van de woorden «en niet woonachtig zijn in België» is het corrigeren van een materiële fout. Dit stukje zin had bij de oorspronkelijk redactie van het artikel wel zin, maar is niet meer op zijn plaats in de huidige redactie van het artikel. De toepassing van de beperking «en niet woonachtig zijn in België», houdt namelijk in dat bijvoorbeeld een Franse firma die een werknemer regelmatig tewerkstelt in België en Frankrijk, bij woonplaats van de persoon in Frankrijk wel de vereenvoudigde melding kan doen en bij woonplaats in België niet, hetgeen uiteraard geen enkele zin heeft.

Wij hebben,

Sire,

Van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer trouwe dienaars,

De Minister van Werk,  
P. VANVELTHOVEN

De Minister van Middenstand,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Sociale Zaken,  
D. DONFUT

31 AUGUSTUS 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 maart 2007 tot uitvoering van het Hoofdstuk 8, van Titel IV, van de programmawet (I) van 27 december 2006

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet (I) van 27 december 2006, inzonderheid op de artikelen 138, 139 et 153;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 maart 2007 tot uitvoering van het Hoofdstuk 8 van Titel IV van de programmawet (I) van 27 december 2006, inzonderheid op artikelen 1, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, 2, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, en 5;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 juli 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2007;

Gelet op de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 110;

Vu l'urgence;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il n'était pas dans l'intention du législateur d'induire un effet contre-productif pour l'économie belge en créant une image négative de la Belgique sur le plan européen et international, que du contraire, la déclaration immédiate obligatoire ayant pour objectif de simplifier les procédures de délivrance des permis de travail et autres formalités similaires telles que les cartes professionnelles;

qu'il convient dès lors de modifier en urgence l'arrêté royal d'exécution;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi, de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 20 mars 2007 pris en exécution du Chapitre 8 du Titre IV de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 4° les mots ", leur séjour nécessité par ces congrès, ne s'élevant pas à plus de 5 jours par mois calendrier" sont supprimés;

2° au 5° les mots "leur séjour nécessité par ces activités, ne s'élevant pas à plus 5 jours par mois calendrier" sont remplacés par les mots "pour autant que leur présence à ces réunions n'excède pas 60 jours maximum par année calendrier, avec un maximum de 20 jours calendrier consécutifs par réunion".

**Art. 2.** A l'article 2 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 3° les mots ", pour autant que la durée du séjour nécessité par ces conférences, ne dépasse pas 5 jours par mois calendrier" sont supprimés;

2° au 4° les mots ", pour autant que la durée du séjour nécessité par ces réunions ne dépasse pas 5 jours par mois calendrier" sont remplacés par les mots "pour autant que leur présence à ces réunions n'excède pas 60 jours maximum par année calendrier avec un maximum de 20 jours calendrier consécutifs par réunion".

**Art. 3.** A l'article 5 du même arrêté les mots "et qui ne résident pas en Belgique," sont supprimés.

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2007.

**Art. 5.** Notre Ministre de l'Emploi, Notre Ministre des Classes Moyennes et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 août 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,  
P. VANVELTHOVEN

La Ministre des Classes Moyennes,  
Mme S. LARUELLE

Le Ministre des Affaires sociales,  
D. DONFUT

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de wetgever niet de bedoeling had een contraproductief effect voor de Belgische economie op Europees en internationaal vlak teweeg te brengen, wel integendeel, aangezien de verplichte onmiddellijke aangifte tot doel heeft de procedures voor de aflevering van de arbeidsvergunningen en andere gelijkaardige formaliteiten zoals de beroepskaarten te vereenvoudigen;

dat het koninklijk uitvoeringsbesluit dan ook dringend moet worden gewijzigd;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk, Onze Minister van Middenstand en Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 maart 2007 tot uitvoering van het Hoofdstuk 8 van Titel IV van de programmawet (I) van 27 december 2006, worden de volgende wijziging aangebracht :

1° in 4° vervallen de woorden ", mits hun verblijf nodig voor deze congressen, niet meer dan 5 dagen per kalendermaand bedraagt";

2° in 5° worden de woorden " mits hun verblijf nodig voor de activiteiten, niet meer dan 5 dagen per kalendermaand bedraagt" vervangen door de woorden "mits hun aanwezigheid op deze vergaderingen maximum 60 dagen per kalenderjaar niet overschrijdt, met een maximum van 20 opeenvolgende kalenderdagen per vergadering"

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 3° vervallen de woorden ", op voorwaarde dat de duur van het verblijf nodig voor deze conferenties niet meer dan 5 dagen per kalendermaand bedraagt"

2° in 4° worden de woorden "op voorwaarde dat de duur van het verblijf nodig voor deze vergaderingen niet meer dan 5 dagen per kalendermaand bedraagt" vervangen door de woorden "mits hun aanwezigheid op deze vergaderingen maximum 60 dagen per kalenderjaar niet overschrijdt, met een maximum van 20 opeenvolgende kalenderdagen per vergadering".

**Art. 3.** In artikel 5 van hetzelfde besluit vervallen de woorden "en niet woonachtig zijn in België,".

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2007.

**Art. 5.** Onze Minister van Werk, Onze Minister van Middenstand en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 augustus 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
P. VANVELTHOVEN

De Minister van Middenstand,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Sociale Zaken,  
D. DONFUT